

Des philanthropes au secours de l'Etat

LE MONDE | 29.11.2013 à 12h43 • Mis à jour le 29.11.2013 à 12h46 | Par [Serge Michel](#)



Genève, envoyé spécial

La sensation du moment, dans le petit monde de la philanthropie, ce sont les [Social Impact Bonds](#) (obligations sociales d'impact), que les intimes appellent déjà de leur petit nom : **SIB.**

Si bien que les quatre stars de la conférence 2013 de la European Venture Philanthropy Association (EVPA), l'association européenne de capital-risque philanthropique, qui s'est tenue cette semaine à Genève, pourraient bien être un élu du comté de l'Essex, à l'est de Londres, un représentant de l'ONG anglaise Action for Children et surtout deux financiers « sociaux ».

Banquiers, capital-risqueurs, gestionnaires de grosses fondations, élus locaux et investisseurs se sont donc serrés, mercredi 27 novembre, dans une petite salle où était présenté un projet pilote pour les adolescents criminels – ou potentiellement criminels – de l'Essex. Une partie du public était séduite par avance.

« *Les SIB, c'est l'idée la plus innovante de ces dernières années* », affirme d'emblée Melissa Kozac, du Fonds européen d'investissement, qui gère 350 millions d'euros pour le compte, notamment, de la Commission européenne.

AVEU D'IMPUISSANCE D'UNE COLLECTIVITÉ LOCALE

L'innovation, dans ce cas, commence par un aveu d'impuissance d'une collectivité locale. « *Nous avons un problème endémique de résultat avec notre traitement des adolescents criminels*, avoue Roger Bullen, du conseil du comté d'Essex. *Chez nous, 1 600 adolescents étaient placés en institution, c'est-à-dire, à population égale, 450 de plus que la moyenne des autres régions britanniques.* »

Chaque adolescent dans un foyer coûte 1 300 livres par semaine (1 560 euros) à la collectivité, et son destin ne s'améliore pas pour autant. Dans les prisons britanniques, la moitié des prisonniers de moins de 30 ans sont passés, adolescents, par des foyers d'accueil.

Le comté d'Essex ne recevait donc que des blâmes de la part des auditeurs de l'Etat et n'avait pas les moyens d'augmenter ses dépenses en faveur de ces adolescents. « *Nous étions face au défi de nous améliorer sans pouvoir dépenser une seule livre de plus* », poursuit M. Bullen.

C'est alors, en 2011, que son chemin croise celui d'Anthony Ross, financier social pour la société Bridges Venture. Lequel n'est pas tendre avec les services publics. « *L'Etat a de plus en plus de peine à investir pour traiter les problèmes à la racine, dit-il, et doit donc allouer une grande partie de ses ressources aux symptômes, comme les sans-abri, les criminels récidivistes ou les familles qui implorent.* »

PRENDRE EN CHARGE 390 ADOLESCENTS

Si bien que M. Ross et sa consœur Lisa Barclay, de la société Social Finance, vont faire analyser les statistiques et proposer en 2012, un SIB au comté d'Essex, négocié comme suit. Les investisseurs engagent une ONG, en l'occurrence Action for Children, pour prendre en charge 390 adolescents dont les assistants sociaux sont certains qu'ils vont finir dans un foyer.

Ils utilisent une méthode américaine très chère mais aux performances reconnues, la *Multisystemic Therapy* (thérapie multisystémique), qui vise à rendre les familles à nouveau fonctionnelles pour que l'adolescent puisse rester à la maison.

Au fur et à mesure que le programme évite le placement en institution, le comté rembourse les investisseurs d'une partie de ce qu'il économise ainsi en frais d'accueil. L'objectif est de 110 adolescents maintenus chez eux sur les 390. Mais s'ils sont plus nombreux – et cela constitue l'indice de performance –, les remboursements augmentent. Le programme, prévu sur cinq ans, plus deux ans d'observation, coûte 6,5 millions de livres. Mais les investisseurs n'ont eu besoin d'en lever que 3,1 millions, le reste provenant des paiements du comté.

Dans le meilleur des cas, pour les investisseurs, le rendement annuel est de 8 % à 9 %. Le tour est joué et l'investisseur social n'y voit que des avantages. « *Les financiers privés assument tout le risque. Les services publics, eux, font des économies, mais l'essentiel est ailleurs : rendre des familles fonctionnelles est bien meilleur à long terme pour la société que le placement dans des foyers.* »

DES ÉCONOMIES RÉALISÉES PAR L'ÉTAT

Bien sûr, ce sont les travailleurs sociaux du comté qui décident du placement ou pas, afin d'éviter que l'investisseur maximise son profit à tout prix. Et M. Ross reconnaît lui-même que, dans certains cas, le placement est la meilleure solution, notamment quand l'adolescent risque la vengeance de son gang ou qu'il représente un vrai danger social.

Le projet de l'Essex est directement inspiré du premier SIB britannique, qui remonte à 2010 et s'adresse aux détenus de courtes peines de la prison de Peterborough, au nord de Londres. Là, un programme d'investissements privés de 5 millions de livres sur six ans a pour objectif de réduire le taux de récidive (60 % de moyenne nationale).

S'ils obtiennent de meilleurs résultats, les investisseurs sont petit à petit remboursés sur l'économie que fait le ministère de la justice en frais d'incarcération. Là aussi, en plus des économies réalisées par l'Etat, il y a un bénéfice social à long terme : sortir complètement les possibles récidivistes de l'univers criminel.

Les Social Bonds s'appliquent à toutes sortes de domaines, comme le suivi des malades diagnostiqués du diabète. Les services de l'Etat ne parviennent pas à imposer aux personnes diagnostiquées l'hygiène alimentaire qu'il faudrait, et se retrouvent souvent à devoir les accueillir plus tard à l'hôpital, ce qui coûte cher.

LES SOCIAL BONDS À LA CONQUÊTE DE LA PLANÈTE

Il semblerait que les privés fassent mieux. « *Etre payés aux résultats est un élément vraiment libérateur par rapport aux pratiques et aux prescriptions de l'Etat, car cela nous laisse le choix de la méthode la plus innovante et la mieux adaptée aux bénéficiaires* », affirme M. Ross.

Nés en Grande-Bretagne, où l'on compte 14 projets à ce jour, les Social Bonds partent à la conquête de la planète.

Il y en a deux à New York, deux en Australie, deux en Israël. Il s'en prépare aux Pays-Bas, en Estonie et en Belgique, où la Fondation Roi Baudouin, équivalent belge de la Fondation de France, a pris pour 250 000 euros de parts dans le fonds spécifique de Bridges Ventures, afin de comprendre de l'intérieur comment fonctionnent les Social Bonds.

« *Deux projets sont à l'étude chez nous pour des SIB, dit Benoît Fontaine, de la Fondation Roi Baudouin. Du logement social et du travail sur les criminels récidivistes.* »

« EN FRANCE CE SERA TRÈS DIFFICILE »

Et en France ? Olivier de Guerre, président de la société PhiTrust, qui finance et accompagne les entrepreneurs sociaux, est à la fois séduit et inquiet. « *Ça semble marcher, dit-il, mais en France ce sera très difficile. Le problème est culturel. On pense chez nous que l'aide sociale, cela doit être l'Etat. Et aucune collectivité locale ne vous fera un aveu d'échec comme l'Essex l'a fait.* »

Pour cet acteur reconnu de la philanthropie française, les Social Bonds souffrent d'abord en France de leur nom, « bond » étant trop lié au jargon économique pour un pays qui regarde la finance avec méfiance. « *En fait, c'est un partenariat public-privé d'un type particulier. Je crois qu'il faut appeler cela PPP* », précise M. de Guerre.

Enfin, il estime qu'en France, il n'est pas encore socialement accepté qu'un philanthrope récupère son argent à la fin d'un projet d'intérêt public, et encore moins qu'il empoche un rendement décent. « *La société WebHelp avait eu l'idée de monter des centres d'appel dans les prisons, se souvient-il. C'était une super idée. Mais la presse les a assassinés, sous prétexte qu'ils voulaient de la main-d'œuvre bon marché.* »

Il n'empêche, M. de Guerre a déjà l'idée derrière la tête d'un projet à Paris qui pourrait fonctionner avec des Social Bonds. Mais il n'en dira pas plus, pour laisser au projet des chances de décoller.

- [Serge Michel](#)
Journaliste au Monde